

chienne, forte de 8,000 baïonnettes : les forces s'étaient donc accrues au lieu d'être diminuées. Mais cependant, le maréchal ne pouvait, avec un effectif dont le double tiendrait aisément sur le terrain de Longchamps, occuper utilement une superficie de dix-huit cents lieues environ, et abandonner à tous les hasards des défections et des privations de minces détachements français. Telle était pourtant la propension de l'empereur Maximilien, dont les tendances à la diffusion militaire ne cessaient de s'accuser; lui céder, c'était oublier la part de responsabilité encourue par le quartier général en cas d'échec.

La ville de la Paz, capitale de la Basse-Californie, est située à cinq cent cinquante lieues environ de Mexico, et les communications avec ce point reculé offraient de très grandes difficultés. Malgré tout, il avait été visité en 1865 par l'intervention, qui ne s'était retirée qu'après avoir aidé à l'organisation politique et militaire du pays. Cette ville se prononça de nouveau en faveur des juaristes, après le départ de nos forces. En apprenant cette nouvelle, Maximilien écrivit ces lignes au général en chef :

Mexico, 17 décembre 1865.

Maréchal,

Je viens d'apprendre qu'une contre-révolution a éclaté à la Paz, et que les autorités impérialistes ont dû se retirer. Cette révolte a été opérée par une centaine d'hommes.

Bien que l'importance politique de la Basse-Californie soit peu considérable, cette contre-révolution produira sur l'opinion publique, aux Etats-Unis et en Europe, le plus fâcheux effet, en donnant lieu de croire que, loin de pacifier le pays, nous perdons au contraire du terrain.

Je désire donc que vous me fassiez connaître s'il ne serait pas

possible d'envoyer à la Paz une compagnie française dont la présence dans le port suffirait pour y rétablir l'ordre et conserver cette province à l'empire.

Votre bien affectionné,

MAXIMILIEN.

En vérité, pouvait-on laisser une compagnie isolée à pareille distance du centre d'action, quand les Français tenaient déjà, dans le Pacifique, Acapulco, Guaymas, Mazatlan et dans le golfe, Matamoros, Tampico, la Vera-Cruz, Alvarado, Sisal et Campêche, postes dangereux et malsains, où ne résidaient pas les troupes mexicaines? Il faut reconnaître encore que si les ressources financières commençaient à s'amoinrir dans des proportions inquiétantes, le ministre de la guerre mexicain ne pouvait invoquer, comme excuse des mouvements insurrectionnels qui se dessinaient, la pénurie de soldats capables d'être opposés aux dissidents : c'est qu'il avait laissé les troupes au repos ou bien n'avait pas su les employer efficacement. Quant à tous les points où brillaient les baïonnettes françaises, la tranquillité était assurée. Un coup d'œil jeté sur le tableau officiel et véridique des forces dont l'empire disposait à cette époque déjà critique, en retranchant notre corps expéditionnaire, suffira pour convaincre de leur suffisance.

Au 31 décembre 1865, l'armée mexicaine comptait dans ses rangs, sans parler d'une artillerie considérable et bien approvisionnée : En troupes nationales, tant permanentes que mobiles et municipales : 35,650 fantassins, cavaliers et artilleurs, avec 11,073 chevaux; en troupes étrangères : Belges, 1,324; Autrichiens, 6,545, avec 1,409 chevaux; ce

qui portait les chevaux au nombre de 12,482, et l'effectif militaire à 43,520 hommes.

Comme on le voit, un effectif réel aussi considérable, appuyé des Français, était capable, si la direction fût restée bien entendue et pleine d'énergie, d'assurer le triomphe de l'empire. Mais, pour nous servir des justes expressions de M. le ministre d'Etat, *Dieu ne le voulait pas*. La force, cette fois du moins, allait succomber sous une grande idée, l'horreur de l'invasion.

VI

Voici que nous entrons dans la période des désastres qui ont accablé coup sur coup l'empire mexicain. On a déjà pu se rendre un compte exact, nous l'espérons, des fautes qui les ont préparés. Les pages qu'on va lire, tout en suivant pas à pas les détails de la longue agonie d'un empire, surprendront par le récit d'événements brusques, d'engagements foulés aux pieds, de revirements imprévus, étranges, à travers lesquels la politique des deux cours française et mexicaine, bientôt mécontentes l'une de l'autre, viendra se briser contre les menaces des États-Unis pleins d'arrogance.

L'année 1866 s'inaugura sous de tristes auspices. Dès les premiers jours de janvier, de tous côtés, au cœur même de l'empire, éclatèrent des déflections. Le souffle de la rébellion avait passé sur tous les hauts plateaux. Les bandes de *guerilleros* désolaient le Tamaulipas, le Nuevo-Leon et le Zacatecas, États limitrophes de l'Union. Aux portes de la capitale, Pachuca se soulevait, et le Michoacan levait l'étendard de la révolte. *Vive l'intervention du Nord*, tel était le

cri de ralliement des insurgés, qui réclamaient l'appui de la grande république voisine, pour jeter les alliés à la mer. Le titre d'alliés s'attachait aux Autrichiens et aux Belges comme aux Français. Or, ces contingents étrangers, détestés par les dissidents, avaient en outre semé la désunion autour du trône. Des dissentiments graves avaient surgi entre eux et les officiers mexicains, qui refusaient d'obéir aux officiers européens. L'article 5 du traité de Miramar avait bien stipulé « *qu'en cas d'expéditions combinées de troupes françaises et mexicaines, le commandement supérieur de ces troupes appartiendrait au commandement français.* » Mais les Belges et les Autrichiens n'avaient été appelés au Mexique que comme troupes à la solde du trésor mexicain, soumises par conséquent aux institutions militaires du pays qu'elles allaient servir, et avaient ainsi perdu tout caractère de nationalité distincte. En cas de combinaisons de troupes, les officiers mexicains étaient donc fondés à n'accepter d'ordres que d'Autrichiens ou de Belges d'un grade supérieur au leur. D'autre part, les Belges se plaignaient d'avoir été trompés, prétendant être venus en colons armés, destinés à la culture des terres et à leur défense, mais non en soldats permanents : le mécontentement avait déjà provoqué des désertions dans leurs rangs. Quant aux officiers, ils n'avaient dit adieu à l'Europe que sur l'assurance de rester à Mexico comme des gardes du corps de la famille impériale. Ces hommes du Nord, quelles que fussent leurs qualités militaires, n'étaient pas façonnés pour de pareils climats, et leurs opérations devaient se ressentir de leur tempérament peu préparé à la guerre de partisans. En outre, l'emploi de mercenaires est toujours dangereux ou impolitique. Le mot suivant, de

l'impératrice Charlotte, résumait bien la situation : « Les Autrichiens et les Belges sont très-bons en temps de calme ; mais vienne la tempête, il n'y a que les pantalons rouges. » Cette infortunée princesse rendait un juste hommage au sang français, dont elle était issue par la famille d'Orléans.

Ajoutons que Maximilien recevait de nombreuses plaintes de ses généraux, prétendant que leurs contingents manquaient de chevaux et d'armes. Mejia annonçait de son côté qu'il était difficile de contenir dans le devoir des soldats qui ne recevaient pas de solde. Le ministre de la guerre avait rendu compte à l'empereur, dont le mécontentement était vif, qu'il avait prié le quartier général français de faire escorter par un de ses bataillons la *conducta* de Monterey, désignée pour porter la paye de la division Mejia à Matamoros, et que le maréchal n'avait pas cru devoir lui prêter concours. Cette accusation contre le commandement français, qui ne cessait de favoriser de toutes ses forces le bien du service, provoqua une réelle surprise, et Maximilien put se convaincre, grâce à la correspondance échangée qui lui fut soumise, qu'il n'avait jamais été question d'une demande d'escorte pour l'argent destiné aux Mexicains, mais seulement d'un convoi de commerce, dont les exigences militaires n'avaient fait que suspendre l'envoi. D'ailleurs, des bâtiments de l'escadre, faisant voile sans cesse du port de la Vera-Cruz à celui de Matamoros, offraient toutes facilités de transport maritime en moins de soixante heures, tandis que le trajet par terre exigeait des semaines et un déploiement de forces inutilement dangereux, puisque les routes de Queretaro, de San Luis, de Monterey, conduisant au Tamaulipas, étaient infestées de *guerillas* commandées

par Cortina et Carbajal, aidés de bandes américaines

Là où les régiments français couvraient la frontière du Nord, les Américains hésitaient encore à s'engager sur le territoire mexicain ; mais la situation était fort tendue, et une démonstration agressive de nos bataillons sur le *Rio-Grande* et le *Rio Bravo* eût pu amener un conflit immédiat avec les Etats-Unis, que les instructions de notre gouvernement recommandaient formellement d'éviter. D'ailleurs, la dissémination du corps expéditionnaire n'eût pas permis d'exécuter à cette époque un pareil mouvement aussi excentrique de Mexico. Il fallait, avant tout, éteindre l'insurrection des départements voisins de la capitale de l'Empire, et le quartier général dut se hâter de faire partir de nouveaux renforts pour pacifier le Michoacan.

Ces tristes événements avaient déchiré le voile à l'aide duquel, jusqu'à cette époque, les ministres s'étaient plu à cacher la vérité à Maximilien, malgré les avis du maréchal.

Quelques jours auparavant, le général en chef avait été forcé d'appeler la sollicitude de l'Empereur sur les nombreux *pronunciamentos* militaires qui menaçaient l'existence même de l'armée. « Ce sont des faits que Votre Majesté s'expliquera, lui disait-il en flétrissant ces défections, puisqu'elle n'ignore pas qu'un bon nombre d'autorités trahissent le gouvernement et que les gardes rurales ont été organisées de telle façon qu'il semble qu'on les eût créées avec la seule idée de fournir des ressources aux dissidents.

« ..... Avant tout, il faut se « débarrasser des agents infidèles, et assurer la solde des troupes, de préférence à d'autres dépenses des services civils qui peuvent attendre. » Les embellissements de Mexico absorbaient, ainsi que la

résidence de Chapultepec, des sommes importantes, dont la situation financière réclamait pour l'heure un plus sérieux emploi. Pourtant, au cri d'alarme parti du quartier général, Maximilien tressaillit.

Il venait de ressentir les premières secousses qui ébranlaient son trône, et le 6 janvier 1866, il traçait ces lignes, qui dépeignaient bien l'état de son âme et ses premières angoisses. « Je sais que j'ai accepté une tâche singulièrement difficile ; mais mon courage est capable d'en supporter le fardeau, et j'irai jusqu'au bout. » Quel cruel contraste avec le ton calme et assuré de la lettre qu'il adressait cinq semaines auparavant au maréchal :

Mexico, 2 décembre 1865.

Mon cher maréchal,

Le moment est donc venu de gouverner et d'agir. J'ai compté sur votre concours pour me donner des notes sur les préfets, les commissaires impériaux et les généraux mexicains.

MAXIMILIEN.

Comment ! dix-huit mois de règne avaient donc été dépensés en pure perte ! C'est à cette heure seulement que le besoin d'action se faisait sentir. La correspondance impériale est pleine de ces étranges contradictions. Pendant que Maximilien voyait les départements se soulever et le besoin de troupes se faire sentir sur plusieurs points du territoire, après de gros désastres, il rêvait encore une nouvelle expédition lointaine, et il dégarnissait la province d'Oajaca, où Porfirio Diaz allait rallumer la guerre civile, comme en fait foi son ordre impérial ainsi conçu.

... Il ne faut pas oublier que Franco a organisé 2,200 hommes de bonnes troupes, et que si elles passent sous les ordres du général de Thun, il semble naturel d'exiger qu'elles contribuent en grande partie à la future expédition de Tabasco et de Tlapacoyan; car il n'est pas nécessaire d'entretenir un effectif aussi nombreux dans l'Etat d'Oajaca.

MAXIMILIEN.

Maximilien caressait encore l'idée de conquérir une nouvelle province, au moment où les autres tendaient à se détacher de sa couronne. Et pourtant le Yucatan, contrée insalubre, refuge de tribus rebelles, était presque toujours resté insoumis à l'ancienne autorité présidentielle !

Si Maximilien eût été sagement inspiré après dix-huit mois d'expérience et de leçons sévères, il eût dû comprendre qu'il resterait impuissant à réunir sous le sceptre impérial ce faisceau disloqué de vastes provinces, presque inconnues les unes aux autres, faute de voies de communication favorables aux échanges. L'histoire lui enseignait que les États excentriques, séparés de la capitale par des solitudes, n'avaient fait des sacrifices que pour l'indépendance commune, menacée par l'étranger, sans sympathie réelle pour Mexico ou pour Juarez, dont elles avaient peu de faveurs et de secours à attendre. Chaque capitale d'État avait son administration et ses intérêts propres. Depuis la guerre d'indépendance, le Mexique, sans parler du règne du premier empereur, Iturbide, tombé en 1824 sous la fusillade, avait plutôt été une fédération qu'une république. De plus, si les efforts militaires de la couronne avaient échoué lorsque les troupes étaient encore régulièrement payées, et que la guerre civile déchirait le sein des États-Unis, que pouvait-

on espérer de l'avenir, à cette heure où le trésor national, forcé de suffire à la défense de dix-huit cents lieues de territoire, s'avouait épuisé, et où les Yankees victorieux ne dissimulaient plus l'hostilité de leurs sentiments ? Deux seules chances de salut restaient à la monarchie chancelante : ou bien, comme nous l'avions déjà exposé en 1866, au lieu de prétendre régner sur un royaume imaginaire, ouvert à tous les vents, il lui fallait concentrer toutes ses forces vives dans les États de l'intérieur les plus riches et les plus denses, en conservant précieusement ses communications avec les deux mers ouvertes à l'importation et à l'exportation, et puis, attendre des temps meilleurs pour regagner du terrain. Ou bien, il convenait de faire retour à la constitution de 1857, en proclamant les dix-sept États libres, indépendants sous l'égide d'un chef souverain. Cette organisation fédéraliste pouvait seule calmer les susceptibilités ombrageuses de l'Union américaine.

Dans les premiers jours de février 1866, la situation de l'Empire était des plus critiques. Les caisses de l'État étaient complètement vides, et l'armée mexicaine réclamait hautement sa paie. Si les officiers français sont restés deux mois sous les murs de Puebla sans toucher de solde, si nos soldats ont parfois aussi attendu l'arrivée du trésor, le bivouac n'en était pas moins gai, et cela, grâce à notre magnifique organisation administrative qui pourvoit à nos besoins en campagne.

Mais faute d'argent, les troupes mexicaines mouraient de faim, si elles ne se changeaient en bandes de maraudeurs. Le général en chef connaissait trop bien les éléments militaires de l'armée mexicaine pour ne pas craindre qu'au lendemain

du pillage ne succédât la trahison ou la débandade, et il crut de son devoir de courir au plus pressé. Il prit sous sa responsabilité, dans l'intérêt du trône impérial prêt à s'écrouler, d'ordonner au payeur général français une avance de cinq millions, nécessaire pour faire subsister les Impérialistes.

Parmi bien d'autres, nous avons choisi la lettre de l'empereur, qu'on va lire, comme digne d'être citée, parce qu'elle détermine exactement la nature des rapports qui existaient à cette époque entre notre quartier général et la cour de Mexico, déjà éprouvée par la mauvaise fortune.

Palais de Mexico, le 5 février 1866.

Mon cher maréchal,

Je viens d'apprendre le précieux service que vous avez rendu à mon gouvernement, en lui venant en aide tout récemment par suite d'une crise financière difficile.

Veuillez agréer mes très sincères remerciements pour la discrétion et la cordialité avec lesquelles vous avez agi dans cette circonstance délicate, et qui, pour moi, doublent le prix de ce service.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Ce service \* rendu à la couronne mexicaine déplut à Paris. Le maréchal Bazaine ne fut pas approuvé par le cabinet des Tuileries. Il reçut pour instructions de ne plus consentir aucune avance au trésor mexicain. La chute de l'empire n'était plus douteuse; son agonie commençait.

\* Le Corps législatif a sanctionné plus tard cette dépense.

VII

Le maréchal n'avait pourtant pu rester sourd au cri d'angoisse du gouvernement mexicain; car son dernier appel avait été navrant. Le président du conseil, M. de Lacunza, un des mexicains les plus éclairés et citoyen véritablement dévoué à son pays, avait réclamé le secours de la France par une lettre trop émouvante pour que nous la passions sous silence. Ce document, plein de révélations sur la politique du cabinet français, marquera la date d'une des douloureuses étapes de l'empire créé par nos mains et marchant au précipice creusé par l'intervention.

Mexico, le 28 avril 1866.

*A Son Excellence, M. le maréchal Bazaine.*

Très estimé maréchal,

J'ai eu l'honneur, hier, de vous rendre visite, et vous savez que le principal objet de cette visite a été de manifester à Votre Excellence l'irréfusable nécessité de continuer au Trésor mexicain les avances de fonds que lui a faites, ces mois derniers, le